



Liminaire du Comité Technique Local du 28 septembre 2022

Alors que l'inflation s'éternise en France, les profiteurs de crises se gavent de superprofits. Les prix augmentent, les marges des entreprises explosent, mais les salaires et les investissements ne suivent pas. L'inflation est révélatrice du conflit entre le capital et le travail. Elle est manifeste sur bon nombre de produits, mais elle n'a pas le même impact en fonction des revenus, ses conséquences sont plus fortes pour les petits budgets que pour les hauts revenus.

Le gouvernement a réussi le tour de force de faire un « paquet pouvoir d'achat » sans augmentation de salaire équivalente à l'inflation. Pire encore, ce que le gouvernement concède d'un côté pour le pouvoir d'achat sera repris de l'autre (moins de cotisations sociales donc moins de remboursements de soins et moins de financements pour la retraite). Sans surprise le gouvernement a annoncé la poursuite des réformes libérales et, notamment, celle de la retraite.

Les politiques menées, conjuguées à l'inflation, dégradent les conditions de vie des collègues. Pour les fonctionnaires, l'augmentation de 3,5 % de la valeur du point d'indice ne couvre ni les 10 années de gel, ni la hausse de l'inflation, ni le tassement des grilles indiciaires. A ce jour, les 7 premiers échelons des agents C et les 3 premiers des B sont identiques au SMIC. Les négociations engagées à la DGFIP sur le régime indemnitaire n'ont abouti à aucune mesure générale.

La volonté de réintroduire une modulation et la création d'une prime de fidélisation limitée à quelques agents (7 en Moselle, dans les SGC de Sarrebourg et Hayange) est source de nouvelles inégalités et de tensions dans les services. Cette mesure est d'autant moins compréhensible que ces emplois auraient pu être pourvus lors des mouvements de mutation nationaux.

Dans l'Observatoire Interne 2022, 66 % des agents estiment que leur rémunération n'est pas suffisante et 71 % sont insatisfaits du manque de possibilité d'avancement. De plus, 68 % des agents (+12 points en 1 an) pensent que la rémunération doit être une priorité. Cela rejoint l'analyse de la CGT, pour qui, il y a une urgence en matière de pouvoir d'achat à la DGFIP.

Nous revendiquons de vraies mesures pour tous les agents :

- **un complément de traitement indiciaire (CTI) à hauteur de 49 points d'indice pour chaque agent, à l'instar de ce qui s'est fait dans le secteur de la Santé**
- **une hausse immédiate de 10 % du point d'indice avec rattrapage et indexation sur l'inflation**
- **une revalorisation des grilles**
- **des rémunérations plus justes pour les non titulaires**

Concernant votre nouveau plan de sobriété budgétaire, nous notons, pour une fois, la réactivité de la Direction locale pour répondre à l'ukaze de sobriété présidentielle, avec la disparition soudaine des chauffages d'appoint. À moins que ceux-ci n'aient été revendus pour acheter des ramettes de papier ?

Nous recommandons aux agents de prévoir un stock de bougies, qui ont l'avantage de vous éclairer et de vous chauffer. À quand l'organisation par la direction d'un concours de pulls moches ?

Nous ne proposerons pas comme certains, qui prennent les problématiques du changement climatique à la légère, de remplacer la flotte de véhicules de fonction par des chars à voile.

Sous couvert d'économies, nous payons surtout l'échec de la libéralisation à tous crins du secteur de l'énergie. Le plan de sobriété n'est qu'un plan budgétaire, il n'est en aucun cas une réponse structurelle au problème de l'impact du changement climatique sur l'organisation et les conditions de travail.

Le slogan du gouvernement pour cet hiver : Vous aurez froid, quoi qu'il en coûte !

Les élus de la CGT Moselle